

"Euratom et Marché commun menacent gravement la France" dans L'Humanité (25 mars 1957)

Légende: Le 25 mars 1957, commentant la signature le jour-même à Rome des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom), le quotidien communiste français L'Humanité énumère les dangers des nouveaux traités européens.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 25.03.1957, n° 3906. Paris: L'Humanité. "Euratom et Marché commun menacent gravement la France", p. 3.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/euratom_et_marche_commun_menacent_gravement_la_france_dans_l_humanite_25_mars_1957-fr-ac8d7ac7-791b-40d4-828a-3b93cfe4121b.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Euratom et Marché commun menacent gravement la France

Les traités d'Euratom et de marché commun, qui sont signés aujourd'hui à Rome, devront ensuite être présentés aux différents Parlements des six pays participants pour ratification.

Élaborés après de multiples tractations auxquelles participèrent de façon plus ou moins occulte les représentants des grands trusts de la petite Europe, ces traités ont pour but avoué de lier entre eux « sur le plan des échanges économiques, de la recherche et du développement de l'industrie atomique » la France, l'Allemagne de Bonn, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

En réalité, les partisans de cette Europe à six, parmi lesquels le gouvernement Guy Mollet est un des plus acharnés, tentent de rattraper l'échec de la C.E.D. et de mettre sur pied un ensemble politique et militaire tôt ou tard conduit par l'Allemagne de Bonn.

Division de l'Europe aggravée

La première conséquence de la mise en vigueur de ces traités, qui n'ont d'européens que le nom, serait d'aggraver de façon dangereuse la division entre l'Europe occidentale et les pays de démocratie populaire et l'Union Soviétique.

Tous les pays participant au marché commun et à l'Euratom sont membres de l'O.T.A.N. De toute évidence, l'activité de ces traités « européens » serait subordonnée en premier lieu aux objectifs militaires de l'O.T.A.N., dont les Etats-Unis sont les maîtres.

De cette profonde coupure de l'Europe, qui entraînerait l'Allemagne de Bonn plus avant dans le système militaire occidental, résulteraient de nouveaux obstacles, difficilement surmontables, sur la voie de la réunification allemande.

Dépendance vis-à-vis des Etats-Unis

Les promoteurs de la petite Europe tentent d'accréditer l'idée que ces traités donneraient aux six pays plus de liberté vis-à-vis des Etats-Unis. C'est tout le contraire qui se produirait.

Les Américains contrôleraient en fait l'Euratom, devenant les fournisseurs principaux d'équipement pour l'industrie atomique et de matériaux fissiles pour les six pays.

Il en va de même pour le marché commun. Les capitaux américains ont déjà pénétré profondément dans l'économie de l'Allemagne occidentale, et même de France, d'Italie et des autres partenaires. Des dizaines de filiales des grands monopoles américains sont en place et utiliseraient le marché commun à leur avantage, au détriment des économies nationales de ces pays.

Outre ces conséquences générales, qui entraîneraient à nouveau un climat de guerre froide en Europe, quels seraient les autres effets de la mise en vigueur de ces traités ?

EURATOM

1. La France première victime

C'est en effet la France qui est le pays le plus avancé des six en matière d'énergie atomique. C'est la seule des six à posséder d'importants gisements d'uranium. C'est donc l'uranium français qui serait distribué aux cinq autres partenaires et en premier lieu à l'Allemagne de Bonn.

2. Bombes atomiques pour Bonn

L'Euratom ne permettrait aucun contrôle de la production atomique allemande. Pas plus que la C.E.C.A. n'a permis de contrôler sa production d'acier ou les accords de Londres et de Paris, sa puissance militaire reconstituée grâce à eux. Par contre, l'Euratom donne à l'Allemagne occidentale tous les moyens de

fabriquer des armes atomiques. Et les dirigeants de Bonn ne se gênent déjà plus pour dire que c'est leur prochain objectif.

MARCHÉ COMMUN

1. Les monopoles allemands grands maîtres

A l'intérieur du marché commun, les Etats les plus puissants du point de vue économique, c'est-à-dire leurs monopoles, imposeraient leurs conditions. C'est déjà ce qui se passe dans la C.E.C.A. La France et les autres pays membres seraient ainsi subordonnés à l'hégémonie des monopoles allemands.

2. La France perd son indépendance

Les relations économiques entre les pays du marché commun et les autres pays du monde seraient établies par les organismes dirigeants prévus par les traités. La France perdrait ainsi toute liberté dans ses relations avec les autres pays. C'est en définitive l'Allemagne qui en déciderait puisque sa puissance lui permettrait de dominer les organismes « européens ».

3. Abaissement du niveau de vie des travailleurs

La suppression des tarifs douaniers n'enrichirait que les grands groupements monopolistes. La lutte de concurrence étant aggravée, la situation matérielle des travailleurs se détériorerait fatalement, car les monopoles résoudraient les difficultés de cette lutte à leurs dépens par une exploitation plus poussée.